



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE

DE LIMOGES

Etablissement support du GHT du Limousin

2 avenue Martin Luther King

87042 LIMOGES CEDEX

MAPA-CHAUBUSSON-MAINTENANCEDESINSTALLATIONSDECHAUFFAGE

Maintenance des installations de chauffage

Cahier Des Clauses Techniques Particulières (CTP)

Le candidat peut obtenir tous renseignements complémentaires nécessaires et ainsi poser ses questions via la plateforme : www.marches-publics.gouv.fr. L'anonymat du candidat sera garanti lors de ces échanges vis-à-vis des candidats concurrents

Résumé :

Le Centre Hospitalier d'Aubusson est composé de 4 sites :

- Site Le Mont : 50 rue Henri Dunant, 23 200 AUBUSSON
- Site Croix Blanche : 3 côte Ribière, 23 200 MOUTIER ROZEILLE
- Site St Jean : Rue St Jean, 23 200 AUBUSSON
- Site Le Chabanou : Allée du Chabanou, 23 100 LA COURTINE

Ce Centre Hospitalier d'Aubusson est rattaché au Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin porté par le C.H.U Limoges.

Le présent cahier des charges concerne la prestation de maintenance des installations de chauffage des quatre sites du Centre Hospitalier d'Aubusson.

Une installation de chauffage est un ensemble d'appareils de chauffage. Cet ensemble est généralement constitué d'un générateur de chaleur, d'une unité de distribution et des émetteurs de chaleurs.

A. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet l'assistance et l'entretien des installations de chauffage des quatre sites du Centre Hospitalier d'Aubusson.

La maintenance des biens et installations comprend toutes les actions et interventions techniques, administratives et de management, durant la durée du marché, destinées à maintenir les biens et installations ou à les rétablir dans une qualité d'usage qui permette d'accomplir les fonctions requises dans des conditions normales d'exploitation.

Elle comprend :

- ***La maintenance préventive systématique et réglementaire***

Elle a pour objet de réduire la probabilité de défaillance ou de dégradation d'un bien ou du service rendu, de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des matériels, équipements ou ouvrages à un niveau identique à celui des performances initiales.

Elle se traduit donc par des visites et interventions systématiques, déclenchées selon :

- Un échancier établi à partir d'un nombre pré déterminé d'unité d'usage ou de durée de fonctionnement
- Et/ou des critères pré déterminés significatifs de l'état de dégradation du bien ou service

La prestation consiste à réaliser les visites suivantes :

<u>Libellé de la visite</u>	<u>Périodicité</u>
Allumage du chauffage	1 / an
Arrêt de chauffage	1 / an
Entretien des installations de chauffage et eau chaude sanitaire (ECS)	1 / an
Disconnecteur (visite réglementaire)	1 / an
Entretien de la pompe à chaleur (PAC) (site le chabanou)	1 / an
Nettoyage des conduits de cheminée	1 / an

- **La maintenance corrective**

La maintenance corrective comprend l'ensemble des actions réalisées après la défaillance ou la dégradation d'un bien, ou la dégradation de sa fonction, ou d'un service rendu, pour lui rendre sa fonction d'usage, au moins provisoirement.

Les interventions effectuées au titre de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels, équipements ou ouvrages.

Le Titulaire est tenu d'intervenir sur les ouvrages et installations techniques par des réparations immédiates, en cas de nécessité ou à titre préventif, des composants ou matériels défaillants ou risquant de l'être, de manière à répondre à tout moment et sans aucune défaillance à l'obligation de continuité du service, au maintien et même à l'amélioration des performances des installations qu'il a en charge.

Par ailleurs, il est attendu de la part du prestataire :

- **Une garantie de continuité de service**

La continuité de service peut se définir par le maintien permanent en activité normale d'un pourcentage élevé de l'accueil et des soins des patients et résidents en sécurité.

Le Titulaire s'engage à faire seul et intégralement son affaire du maintien en parfait état de service des installations de façon à garantir la continuité, la sécurité du service et le maintien des performances des biens et installations.

Il est tenu d'intervenir sur les installations par des réparations, remplacement ou renouvellements, immédiats en cas de nécessité ou préventifs, des matériels défaillants ou risquant de l'être, de manière à répondre à tout moment et sans aucune défaillance à l'obligation de continuité du service, au maintien et même à l'aménagement des performances des installations qu'il a en charge.

- **Fourniture et distribution de fluide-énergie**

L'établissement prendra à sa charge l'achat de l'ensemble des fluides et énergies nécessaires au fonctionnement des installations (électricité, fioul...etc.).

Dans le cas où l'évolution des techniques permettrait d'adopter un régime de fonctionnement plus économique, le Titulaire sera tenu de le signaler à l'établissement avec toutes les sujétions découlant de ces nouvelles contraintes.

- **Services connexes**

- Assistance aux organismes de contrôles pour la réalisation des contrôles réglementaires : Assistance à la conception, réalisation, mise en service d'installations neuves supplémentaires, suite à modification d'ouvrages existants à la demande de l'établissement,
- Études de type Sûreté de fonctionnement, etc.,
- Veille réglementaire,
- Diagnostic, mesures conservatoires et assistance au traitement d'évènements générés par une cause extérieure (Force majeure, rupture d'alimentation en énergies, dégâts collatéraux sur sinistre, ...)

Par ailleurs, le prestataire doit veiller à la **prévention du risque légionelle**. Il s'agit d'un bacille à Gram négatif généralement présentes dans les milieux humides et dont certaines espèces peuvent être responsables d'une pneumopathie. L'objectif est de maintenir une température de départ et de retour de boucle conforme à la réglementation en vigueur.

Et enfin, le prestataire aura la charge du détartrage des réseaux de chauffage et de distribution d'eau chaude sanitaire pour le site le chabanou.

B. Modalités d'exécution

L'obligation de résultat, acceptée par le Titulaire, lui impose la mise en œuvre de procédures et de moyens, qu'il justifiera.

Au minimum, il devra respecter les dispositions du présent chapitre et mettre en œuvre les prestations décrites ci-après.

Il est rappelé que les actions du Titulaire se déroulent dans un établissement hospitalier recevant du public, en fonctionnement continu, pour lequel il est nécessaire de prendre en compte un certain nombre de contraintes, pour ne pas perturber le fonctionnement normal de l'établissement et la continuité du service public.

Un programme des actions, assorti du calendrier des interventions ainsi que des horaires de travail seront établis par le Titulaire, et soumis à l'accord de l'établissement.

En cas de modification, le Titulaire soumettra à l'établissement les modifications qu'il préconise d'apporter au programme et au calendrier, assorties des justificatifs nécessaires. Après accord, il établira un nouveau programme et calendrier, dont la mise en application sera immédiate.

Cette adaptation ne changera pas les conditions financières et administratives du marché.

Maintenance préventive :

Programme de visite

Le Titulaire établira un programme d'exécution qui sera soumis pour information à l'établissement. S'il y a impossibilité d'exécuter certaines prestations sans perturber le fonctionnement normal de l'établissement, il en informe sans délai l'établissement et lui propose toutes dispositions lui permettant d'assurer le bon fonctionnement des installations.

Le titulaire devra informer de son passage au minima 15 jours avant et anticiper le programme. Le Titulaire se présente au représentant de l'établissement dès son arrivée dans l'établissement et l'informe du programme des interventions de la journée.

Rapport de visite

A chaque visite programmée, le personnel d'intervention du titulaire mentionne sur les documents d'entretien l'essentiel de la visite effectuée et le titulaire valide son intervention sur son calendrier. Il atteste que les opérations systématiques prévues ont bien été effectuées et signale celles effectuées à son initiative en mentionnant les dates et heures de début et de fin de ces interventions.

Le rapport devra être transmis le jour même par mail au responsable du service technique : resp.tech@ch-aubusson.fr.

Maintenance corrective :

Modalités de demande

Les interventions de maintenance corrective doivent faire l'objet d'une demande du représentant de l'établissement qui contacte le Titulaire :

- soit par l'intermédiaire d'un devis chiffré, pour les interventions non urgentes
- soit par télécommunication (téléphone, fax, intranet, etc.) pour les interventions urgentes. En cas d'intervention urgente, le titulaire notera dans son mémoire technique les modalités de sollicitations ainsi que le mode opératoire.

Le Titulaire intervient de sa propre initiative avec l'accord de l'établissement, à chaque fois qu'il l'estime nécessaire, suite à ses constats réalisés lors des rondes et visites.

Compte rendu de l'intervention

Un bon d'intervention sera remis par le Titulaire à l'établissement de santé après exécution des travaux, à l'issue de l'intervention, au représentant de l'établissement.

Les bons de demande d'intervention comprendront au minimum :

- la date et l'heure,
- l'auteur de l'appel et son interlocuteur,
- l'objet de la panne, dégât, sinistre, etc.,
- la localisation

L'ensemble des interventions donne lieu à l'établissement par le Titulaire d'un compte-rendu hebdomadaire.

Le compte rendu de l'intervention sera envoyé dès la fin de l'intervention par mail au responsable technique du CH : respstech@ch-aubusson.fr

Intervention de dépannage :

Le délai d'intervention est le délai maximal imparti au titulaire pour recherche de la cause de l'incident ou commencer son intervention de réparation de dépannage. L'origine de ce délai est l'appel pour demande l'intervention. Chaque appel sera consigné et classé par ordre d'arrivée sur un journal de bord : date heure, auteur de l'appel, objet de la panne, localisation.

Le délai est le suivant : 4h00.

Quel que soit le degré d'urgence arrêté, le Titulaire doit dans les délais définis ci-dessus et en concertation avec le personnel de l'établissement :

- se rendre sur le site, prendre connaissance du dysfonctionnement,
- procéder aux opérations de dépannage ou réparation,
- ou à défaut :
- Assurer la mise en oeuvre de toutes les mesures conservatoires,
- Définir et mettre en place les mesures de protection,
- Vérifier que les consignes de sécurité sont connues de tous les intervenants pendant la poursuite provisoire de l'exploitation et de la maintenance.

Les heures ouvrables sont définies de 8 h à 18 h du lundi au vendredi.

L'astreinte sera assurée 24h/24 et 7j/7 (365 jours par an).

Le **délai de réparation** détermine la durée nécessaire pour achever la réparation. Il débute à la première minute de la présence sur le site et s'achève au moment où les installations sont à nouveau en fonctionnement nominal. La réparation est une intervention définitive et limitée de maintenance corrective après défaillance. Le délai de réparation peut être prolongé en concertation avec l'établissement, cela se nomme « **délai de rétablissement** ». Ce dernier détermine la durée nécessaire pour dépanner une installation et rétablir son fonctionnement en mode normal ou dégradé mais de façon non définitive. Il débute à la première minute de la présence sur le site et s'achève au moment où les installations sont à nouveau en fonctionnement.

Le dépannage, qui doit rester exceptionnel, est une action un bien en panne, dégât, sinistre en vue de le remettre en état de fonctionnement, au moins provisoirement.

Compte tenu de son objectif, une action de dépannage peut s'accommoder de résultats provisoires et de conditions de réalisation, hors règles de qualité, et dans ce cas sera suivie de la réparation.

Matériel concerné par site

Le **site St Jean** se situe Rue St Jean, 23 200 AUBUSSON. Ce site contient les installations suivantes :

Chaufferie centrale :

Libellé du matériel	Marque	Puissance
Chaudière n°1	DE DIETRICH type CFE 410	Puissance thermique 314KW
Chaudière n°2 (en secours)	CHARRE Type MN 510	Puissance thermique 343 KW
1 récupérateur à condensation installé sur sortie fumées chaudière	Guillot Type Totaléco 003	
1 brûleur n°1	CUENOD type C34 – G557	Gaz naturel 300
1 brûleur n°2 (en secours)	CUENOD type P45	Fioul domestique
1 pompe de recyclage chaudière N°1	SALMSON Type Euramo EC 1120-T3	
1 pompe de recyclage chaudière n°2	SALMSON Type Euramo EC 1110-T3	
2 vases d'expansion fermés	Capacité unitaire de 400 litres	
1 poste de détente comptage gaz en cabine (extérieur chaufferie)	SCHLUMBERGER type SN 805 G 40 M3 AC 65	
1 cuve de stockage fioul enterrée (extérieur chaufferie)	Capacité de 20 000 litres avec jauge pneumatique indicadis	
1 groupe de pompes jumelées primaire sous station	SALMSON Type Euramo EC 2800-T3	

Bâtiment annexe

Libellé du matériel	Marque	Puissance
1 circuit de chauffage		
1 groupe de pompes jumelées	SALMSON Type Euramo EC 2500 t3	
1 régulation <ul style="list-style-type: none"> - Régulateur - Vanne mélangeuse - Servomoteur 	LANDIS et GYR <ul style="list-style-type: none"> - SIGMAGYR RVL 55 avec sonde - 3 voies type VBI 30.40 - SQK 33.00 	

Club SSIAD

Libellé du matériel	Marque	Puissance
1 circuit de chauffage		
1 groupe de pompes jumelées	SALMSON Type Euramo CX 2300 V	
1 régulation <ul style="list-style-type: none"> - Régulateur - Vanne mélangeuse - Servomoteur 	LANDIS et GYR <ul style="list-style-type: none"> - SIGMAGYR RVL 41.10 avec sonde et horloge - 3 voies type VBI 31.32 - SQK 33.00 	

Production d'eau chaude sanitaire

Libellé du matériel	Marque	Puissance
1 préparateur ECS	BM SODIDAT Type BMs 600	Batterie A16
1 pompe bouclage ECS	JULIEN ET MEGE type Calory	
1 mitigeur ECS	MINGORI 32	
1 armoire électrique de commande et signalisation		
1 ensemble de tuyauterie, vanne, robinetterie, calorifuge en chaufferie		
1 disconnecteur	SOCLA Type BA 2760 Dn 20	

Sous station Château

Libellé du matériel	Marque	Puissance
2 pompes	SALMSON Type Perfecta XP 62	
1 régulation <ul style="list-style-type: none"> - 1 régulateur - 1 vanne mélangeuse - 1 servomoteur 	BILLMAN <ul style="list-style-type: none"> - VARIATOR CVC avec sondes et horloge - 3 voies type K3 50 - ME5 	

Sous station Château - sol de la salle à manger

1 pompe	GRUNDFOS Type UPE 25.25 – 180	
1 régulation <ul style="list-style-type: none"> - 1 Régulateur - 1 vanne mélangeuse 3 voies motorisées - T3P 20G 	SCS <ul style="list-style-type: none"> - Type Therm REV 9 avec sondes et horloge - Type Thermic 	

Sous station Château - radiateur salle à manger

1 pompe	JULIEN ET MEGE Type Calory TOP 201	
1 régulation <ul style="list-style-type: none"> - 1 régulateur - 1 vanne mélangeuse 4 voies - 1 Servomoteur 	DANFOSS <ul style="list-style-type: none"> - ECT 601 avec sondes et horloge - SBE G 410 20 - AMC 23 	

Sous station Château - Circuit d'eau chaude sanitaire

Libellé du matériel	Marque	Puissance
1 préparateur	ECS – BM SODIDAT Type BMs 600	Batterie A12
1 pompe bouclage	ECS – SALMSON Type SA 15A	
1 mitigeur	ECS – MINGORI (1) – 32	

A cela s'ajoute une armoire électrique de commande et de signalisation et un ensemble de tuyauterie, vanne, robinetterie, calorifuge en sous station.

Le **site Le Chabanou** se situe allée du chabanou, 23100 LA COURTINE et détient le matériel suivant :

Chaufferie

Libellé du matériel	Marque	Puissance
3 pompes à chaleur	STIEBL WPF 66	69.04 Kw de puissance chaud
1 ballon	STIEBL ELTRON	
2 Vases d'expansion	GITRAL MB 300	
1 disconnecteur	Watts contrôlable	
3 pompes de charge	SALMSON LRL 204	
3 pompes	SALMBON SCX 40 – 40N en sortie PAC	
1 pompe	SALMSON SCX 40-40N pour le primaire ECS	
1 pompe	SALMSON Siriux D32-60 pour le primaire CTA	
1 circuit plancher intermittent : - 1 pompe - 1 vanne 3 voies - 1 servomoteur	- SALMSON Siriux D32-60 - SIEMENS SQS 35	
1 circuit radiateur intermittent : - 1 pompe - 1 vanne 3 voies - 1 servomoteur	- SALMSON Siriux D32-60 - SIEMENS SQS 35	
1 circuit radiateur permanent : - 1 pompe - 1 vanne 3 voies - 1 servomoteur	- SALMSON Siriux D32-60 - SIEMENS SQS 35	
1 circuit plancher permanent : - 1 pompe - 1 vanne 3 voies - 1 servomoteur	- SALMSON Siriux D32-70 - SIEMENS SQS 35	
1 pompe de boucle	ECS SALMSON RLR 203-16	
1 mitigeur thermostatique	TRUBERT 32	

1 armoire électrique de commande et de puissance - 2 régulateurs - 2 régulateurs	- SIEMENS RVL 480 - SIEMENS RVL 470	
1 ballon	ECS CHAROT avec anode magnésium (absence de chasse en fond de ballon)	

Combles

Libellé du matériel	Marque	Puissance
1 CTA France Air - 1 caisson de soufflage - 1 batterie à eau chaude	Type Power box 60 T2	
1 extracteur France Air		

Le **site Le Mont** se situe au 50 rue henri dunant, 23200 AUBUSSON et comprend les éléments suivants :

Buanderie

Libellé du matériel	Marque	Puissance
2 cheminées d'équipement		
1 disconnecteur	Pas de marque ou de puissance ce sont des conduits d'extractions des fumées des sèches linges	

Le **site de la Croix Blanche** se situe Rue Côté Ribière, 23 200 MOUTIER ROZEILLE et contient les installations suivantes :

Libellé du matériel	Marque	Puissance
1 chaudière	HOVAL SR 240 – Année 1999	230 KWS
1 brûleur	WEISHAUP Type WL 30Z-C – année 1999	
1 chaudière	HOVAL SR + 250	Puissance thermique : 250 KW
1 brûleur	SICMA Type MS 40 – 2 allures	Fioul domestique
2 vases d'expansion sous pression d'azote	PNEUMATEX Type PNU 500 Volume unitaire de 500 litres – pression 4b	
1 disconnecteur hydraulique	SOCLA Type BA 2760 DN 20	
1 vanne 2 voies	SUTER Type AR38W13 DN 80	
2 compteurs	AQUAMETRO Type VZ 04	Fioul domestique
1 cuve fioul domestique	20 000 Litres	
1 jaugage pneumatique		
1 pompe de recyclage chaudière	SALMSON Type DM CXL 25/70N – année 2008	
1 pompe de recyclage chaudière	SALMSON Type 32-25	

Circuit de chauffage bâtiment neuf

Libellé du matériel	Marque	Puissance
1 groupe jumelé de pompes	SALMSON Type C 2400 NV	
1 régulateur	LANDIS et GYR type RVL 45 – AOC 45	
1 servomoteur	LANDIS ET GYR type SQK 33.00	
1 vanne 3 voies	LANDIS ET GYR type VBI 31.40	

Circuit de chauffage ancien bâtiment (sous sol, RDC 1^{er} étage)

Libellé du matériel	Marque	Puissance
1 groupe de pompes	SALMSON Type DXM 40-40	
1 régulateur	LANDIS et GYR type RVL 45 – AOC 45	
1 servomoteur	LANDIS ET GYR type SQK 33.00	
1 vanne 3 voies	LANDIS ET GYR type VBI 31.50	

Circuit de chauffage ancien bâtiment (2^{ème} étage)

Libellé du matériel	Marque	Puissance
1 groupe jumelé de pompes	SALMSON Type Euramo CX 2400 T3	
1 régulateur	LANDIS et GYR type RVL 45 – AOC 45	
1 servomoteur	LANDIS ET GYR type SQK 33.00	
1 vanne 3 voies	LANDIS ET GYR type VBI 31.40	

Circuit de chauffage – bâtiment administratif

Libellé du matériel	Marque	Puissance
1 groupe jumelé de pompes	SALMSON Type Euramo CX 2300L	
1 régulateur	LANDIS et GYR type RVL 45 – AOC 45	
1 servomoteur	LANDIS ET GYR type SQK 33.00	
1 vanne 3 voies	LANDIS ET GYR type VBI 31.50	

Circuit d'eau chaude sanitaire

Libellé du matériel	Marque	Puissance
2 ballons	SODIDAT Type BMS 1200 Batterie A28	
2 pompes primaires	WILO Type P50/125S	
3 pompes de bouclage d'eau chaude	SALMSON Type NSB 25-20B	
2 régulateurs	LANDIS et GYR – type RCE 61.11 et RAK 12 00 20	
2 servomoteurs	LANDIS et GYR – type VXF 31.50	
1 transformateur	220/24 V Type NFO	
1 compteur d'eau froide	SCHLUMBERGER type Volumag	

Circuit d'urgence

Libellé du matériel	Marque	Puissance
1 pompe	GRUNDFOS Type OPS 25-55/100	

1 régulateur	SIEMENS Type RVL 470	
1 vanne 3 voies	DANFOSS DN 2	
1 moteur de vanne 3 voies	DANFOSS NR 230-00-130	
1 armoire électrique		
1 disconnecteur	EF TYPE BA 2760 DN 1*1/2	

Traitement de l'eau chaude sanitaire

Libellé du matériel	Marque	Puissance
1 bac	120 litres	
1 compteur à impulsions	DN 40-1/MP/5litres	
1 pompe doseuse	M205 6l/H – 220V mono	

A cela s'ajoute une armoire électrique.

Stock de pièces détachées

Pour assurer la continuité et la sécurité du service, le Titulaire devra constituer un stock de pièces détachées, établi selon les prescriptions des constructeurs, et en fonction des risques de défaillance des matériels. Ce stock concerne uniquement le site Le Chabanou.

Compte rendu spécifique

En cas d'événement grave, le Titulaire devra rédiger sur simple demande du représentant de l'établissement, dans un délai maximal d'une journée, un rapport détaillé décrivant le désordre constaté, ses causes et les moyens d'y remédier.

Il devra de plus, en cas de constatation d'anomalie ayant une incidence sur la sécurité des personnes et des biens, avertir immédiatement l'établissement. L'ensemble des interventions donne lieu à l'établissement par le Titulaire d'un compte-rendu à l'occasion duquel des propositions d'interventions supplémentaires sont faites, si nécessaire, à l'établissement.

Chaque compte-rendu comporte au minimum :

- la cause de l'intervention,
- le diagnostic de la panne,
- les actions entreprises,
- le temps passé,
- les pièces remplacées,

Registre de maintenance

Ce registre regroupe l'ensemble des prestations faisant l'objet du marché et se compose des éléments suivants :

- Fiche signalétique,
- Carnet d'entretien,
- Compte-rendu des actions de maintenance, notamment :
 - les visites systématiques de maintenance préventive, avec mention de la date et de la durée, de la nature de l'opération, du changement de pièces effectué, des observations formulées,
 - les interventions conditionnelles ou correctives, avec mention de la date et de la durée, de la nature de l'opération, du changement de pièces effectué, des observations formulées,

- les modifications et travaux effectués à l'initiative du Titulaire ou sur demande de l'établissement.
- les résultats des mesures effectuées

C. Condition d'exécution

Le CH Aubusson s'engage à transmettre au Titulaire l'ensemble de la documentation technique à sa disposition.

Accès :

Le personnel d'intervention du Titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- Au contrôle médical à ses frais, certifiant que l'agent est apte à travailler dans les locaux de l'établissement, aux vaccinations obligatoires du personnel hospitalier, ...
- Aux prescriptions du plan de prévention de l'établissement joint en annexe au présent document,
- Au règlement intérieur de l'établissement en matière d'hygiène et de sécurité du travail, (accès réglementé de certains locaux, vêtements spéciaux, port de vêtements de travail propres, identifiables, approuvés par l'établissement, etc.).

Le Titulaire est responsable de son personnel qui doit se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables aux sociétés intervenant dans les bâtiments hospitaliers (établissement recevant du public, code du travail, hygiène, sécurité incendie, etc.), notamment, les interventions nécessitant la mise en œuvre ou l'utilisation de feux ou produits dangereux seront déclarés à l'établissement qui délivrera les autorisations nécessaires.

Le personnel du Titulaire sera tenu de revêtir dans les locaux le nécessitant, des vêtements spéciaux, fournis par l'établissement, en suivant les instructions données par le personnel de l'établissement.

Les Interventions en zones sensibles devront faire l'objet de l'établissement d'un protocole préalable d'intervention où figurera l'ensemble des dispositions et des moyens mis en œuvre afin de garantir le respect des normes d'hygiène, de sécurité et la continuité du service des unités.

Protocoles et procédures :

Le Titulaire devra l'élaboration de tous les protocoles de manœuvre des installations pour la réalisation de la maintenance et des procédures de dépannages de tous les matériels.

Par ailleurs, avant toute intervention, le Titulaire s'assurera auprès de l'établissement que celle-ci se déroulera dans les conditions prévues initialement ou si les conditions ont changé et nécessitent une adaptation de la procédure d'intervention.

Personnel d'intervention :

Le Titulaire remettra à l'établissement, l'organigramme nominatif et fonctionnel de la structure prenant en charge les prestations.

Les personnes d'intervention, de permanence, de remplacement et d'astreinte nommément désignées par le Titulaire en vue de l'exécution des prestations doivent être préalablement agréées, elles sont les seules autorisées à intervenir dans l'établissement.

Le prestataire devra justifier d'une qualification professionnelle destinée à qualifier les entreprises de maintenance et de services en efficacité énergétique (QUALISAV).

Formation :

Le Titulaire assurera une formation régulière à son personnel affecté au marché ou susceptible d'y intervenir.

Outillage :

Le Titulaire fait son affaire de tout l'outillage, matériels, moyens de levage et de manutention, etc. nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Le Titulaire met en place et en demeure responsable, l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage,
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance,
- Les équipements de manutention,
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages, nacelles,
- Les protections, etc.

La liste des matériels, outillages et produits entreposés par le Titulaire dans ses ateliers, son bureau et dans les bâtiments, sera communiquée à l'établissement.

Nettoyage :

Le Titulaire maintiendra en parfait état de propreté les locaux techniques ainsi que ceux mis à sa disposition pour l'exécution de ses prestations. 16

Le Titulaire fait également son affaire du nettoyage, des démontages et remontages rendus nécessaires par son intervention (et ce, après chaque intervention) en tout lieu de l'établissement. Les interventions dans certains locaux spécifiques devront faire l'objet de protections particulières qui seront consignées dans le protocole d'intervention.

Le nettoyage des locaux techniques abritant les installations dont il a la charge exclusive incombe également au Titulaire.

D. Allotissement

La procédure est allotie en deux lots.

- Lot n°1 concerne les sites Le Mont, la Croix Blanche et le site St Jean
- Lot n°2 concerne uniquement le site Le Chabanou

E. Durée

La durée du marché est établie, de la date de notification (01/01/2026) pour une durée d'un an.

Ce marché pourra être reconduit de manière tacite deux fois pour une durée de 12 mois à compter de sa date d'anniversaire.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur reconduit automatiquement le marché. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur prendra la décision de ne pas reconduire le marché, il fera part de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 30 jours avant la fin de la durée de validité du contrat. Le titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

F. Prix et négociation

Le marché est conclu à prix mixtes, comme suit :

Maintenance préventive : le marché sera ordinaire et conclu à prix global et forfaitaire. Ce prix rémunère le titulaire pour une prestation ou un ensemble de prestations indépendamment des quantités mises en oeuvre pour leur réalisation.

Maintenance correctrice et fournitures de pièces détachées nécessaires aux interventions de dépannage : Le marché sera conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans engagement minimum il convient de fixer un maximum en valeur ou quantité en valeur ou en quantité. Cela permet aux établissements de santé de ne pas se soumettre à une nouvelle procédure de mise en concurrence durant la période de la présente consultation.

G. Commande et facturation

Les factures doivent être déposées sur CHORUS PRO et devront mentionner les éléments suivants : date d'édition, période de facturation, cout HT, taux de TVA applicable, montant TVA et cout TTC à payer.

Le paiement des factures se fait à 50 jours, par mandat administratif, date de réception de facture.

H. Responsabilités – Assurances

Le prestataire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites dans le présent cahier des charges. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le prestataire.

Le prestataire devra justifier au moment de la signature du contrat, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et des établissements de santé en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du contrat.

I. Pénalités

L'indisponibilité peut être sanctionnée si les délais visés aux cas ci-après ne sont pas respectés.

La notion d'indisponibilité répond aux critères suivants : « Installation technique présentant une absence totale de fonctionnement ou un dysfonctionnement ». Les pénalités s'appliquent à l'expiration des délais suivants :

- Si le Titulaire ne peut pas intervenir, informer et prendre les mesures conservatoires nécessaires dans les délais prévus à l'article -dessus puis rétablir le service dans un délai de 2 heures complémentaires, les pénalités s'appliqueront à la suite de la notification faite par l'établissement par tout moyen de communication écrit ou oral.

- Si les délais d'intervention et/ou de rétablissement sont dépassés, il sera fait application d'une pénalité égale à : 100 € par heure de retard.

Les pénalisations sur l'intervention et sur le rétablissement seront cumulatives (si retard sur intervention entraîne retard sur rétablissement, les 2 pénalités sont appliquées).

Si les délais de réparation sont dépassés, les locaux concernés seront considérés comme indisponibles et les pénalités afférentes s'appliqueront.

En cas de retard dans l'exécution par rapport au planning des prestations, il sera appliqué une pénalité de 100 € / 8 jours de retard au-delà de 15 jours.

J. Litiges

En cas de carence de la part du titulaire (non-respect des modalités ou délais d'exécution),

Un rendez-vous sera proposé entre le titulaire et l'établissement pour faire des états des manquements ainsi que les axes d'amélioration à mettre en œuvre

En cas de non-respect, une résiliation du contrat pourra intervenir.

En cas de litige, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Limoges.

A titre indicatif

Le calendrier est le suivant :

- *Publication 01/04/2025*
- *Remise des plis : 24/05/2025*
- *Analyse : 24/05/2025 au 01/07/2025*
- *Notification prévisionnelle : 01/08/2025*